

**Présenté par**  
**Valérie PÉCRESSE**  
Présidente du conseil régional  
d'Île-de-France

**MISE EN OEUVRE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE EN MATIÈRE D'ACTION SOCIALE, DE  
SOLIDARITÉS ET DE SOUTIEN AUX FAMILLES - 4ÈME RAPPORT POUR 2023**

## Sommaire

<a href="#">EXPOSÉ DES MOTIFS</a>	3
<a href="#">PROJET DE DÉLIBÉRATION</a>	5
<a href="#">ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION</a>	9
<a href="#">Annexe 1 - Aide au départ en vacances</a>	10
<a href="#">Annexe 2 - Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles</a>	15
<a href="#">Annexe 3 - Innovation sociale - investissement</a>	26
<a href="#">Annexe 4 - Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance - fonctionnement</a>	40
<a href="#">Annexe 5 - Région Île-de-France amie des animaux - investissement</a>	48

## EXPOSÉ DES MOTIFS

Ce rapport vise à mettre en oeuvre, pour la quatrième fois en 2023, la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles, **totalisant un montant d'affectation de 390.200 € en fonctionnement et de 1.785.680 € en investissement.**

### **1. Mise en oeuvre du fonds régional de solidarité et de soutien aux familles – Fonctionnement**

#### **1.1. Aide au départ en vacances**

Dans le cadre de sa politique de développement des loisirs pour tous les Franciliens, la Région Île-de-France soutient les projets et événements associatifs d'envergure régionale qui visent à organiser des séjours de vacances et des journées touristiques au bénéfice de familles démunies ou de seniors en difficulté.

Les commissions permanentes de mars et juin 2023 ont permis d'affecter 584.973€ à ces projets.

Cette affectation complémentaire va permettre à 1200 Franciliens supplémentaires, jeunes et familles, tous en situation de précarité financière, de participer à un séjour socio-éducatif.

Pour cela, le présent rapport affecte **80 000 €** à 2 projets, issus de l'appel à projets « Aide au départ en vacances ».

#### **1.2. Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux Familles**

Face à la multiplicité des précarités auxquelles sont exposés les franciliens, la Région Île-de-France poursuit son action dans la lutte contre la précarité numérique en soutenant deux projets structurants d'Emmaüs Connect, dans la droite lignée des plans d'inclusion numérique votés ces deux dernières années.

Elle poursuit également son action forte en faveur du déploiement du Soliguide, outil numérique de la solidarité, sur l'ensemble des départements franciliens.

Enfin, la Région Île-de-France soutient l'association Ensemble deux générations dans la mise en œuvre du dispositif de logement intergénérationnel face aux tensions de la situation locative pour les jeunes franciliens.

Le rapport a pour objet d'attribuer 5 subventions d'un montant total de **205.200 €**, au profit de projets destinés aux populations franciliennes les plus précaires.

### **2. Dispositif innovant en faveur des personnes en situation précaire – Investissement**

La Région Île-de-France renforce son action en matière de lutte contre la précarité alimentaire en soutenant quatre nouveaux projets pour soutenir plus de 15000 franciliens en situation de précarité.

Elle poursuit notamment son action en faveur des politiques publiques franciliennes de solidarité en soutenant le projet Solidata de l'association Solinum.

Elle contribue aussi à la structuration de la solidarité francilienne par l'aide à l'acquisition de locaux du Secours Populaire Français.

Le rapport a pour objet d'attribuer 6 subventions, d'un montant total de **1.780.680 €** pour le financement de projets socialement innovants en faveur des personnes précaires.

### **3. Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance – Fonctionnement**

La Région Île-de-France agit en faveur de la formation des professionnels de la petite enfance et en soutenant la parentalité des personnes dont la précarité est accentuée par leur situation d'hébergement.

Le rapport a pour objet d'attribuer 3 subventions de **105.000 €**, afin de permettre l'accueil et le développement de structures accueillant des enfants de leur naissance à leur 4ème anniversaire, non scolarisés, ou des enfants porteurs de handicap jusqu'à 6 ans.

### **4. Affectations au titre du Dispositif Région Île-de-France amie des animaux de compagnie – volet investissement**

La Région Île-de-France s'engage en faveur du soutien des refuges franciliens et soutient à ce titre un nouveau projet dans l'Essonne.

Le rapport a pour objet d'attribuer une subvention de **5.000 €**, en faveur du bien-être des animaux de compagnie, de leur place dans l'espace public et de leur rôle auprès des Franciliens fragilisés.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**



**VALÉRIE PÉCRESSÉ**

## **PROJET DE DÉLIBÉRATION**

### **DU 5 JUILLET 2023**

#### **MISE EN OEUVRE DE LA POLITIQUE RÉGIONALE EN MATIÈRE D'ACTION SOCIALE, DE SOLIDARITÉS ET DE SOUTIEN AUX FAMILLES - 4ÈME RAPPORT POUR 2023**

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

**VU** le règlement (UE) de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020;

**VU** le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L4221-1 ;

**VU** le code de l'action sociale et des familles et notamment l'article L115-1 et suivants ;

**VU** la délibération n°CR 23-11 du 7 avril 2011 relative à la politique sociale régionale modifiée ;

**VU** la délibération n°CR 08-16 du 18 février 2016 modifiée, « La Région s'engage pour l'emploi : 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens » ;

**VU** la délibération n°CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée, relative à la « Charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité » ;

**VU** la délibération n°CR 2018-024 du 3 juillet 2018 modifiée « Région Île-de-France, Région Solidaire » ;

**VU** la délibération n°CP 2018-063 du 24 janvier 2018 « « Mise en oeuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles- 1ère affectation pour 2018 » » ;

**VU** la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

**VU** la délibération n° CR 2022-078 du 13 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

**VU** la délibération n° CP 2017-070 du 8 mars 2017 modifiée relative à la « Mise en oeuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles en 2017 » ;

**VU** la délibération n°CP 2018-258 du 4 juillet 2018 « Mise en oeuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles- 5e rapport pour 2018 » ;

**VU** la délibération n° CP 2018-411 du 17 octobre 2018 modifiée, « Mise en oeuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles- 7e rapport pour 2018 » ;

**VU** la délibération n° CP 2018-537 du 21 novembre 2018 modifiée, « Politique régionale en faveur du Handicap et des MDPH – 5eme affectation pour 2018 » ;

**VU** la délibération n° CP 2019-066 du 19 mars 2019, « Mise en oeuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles – 2ème rapport pour 2019 » ;

**VU** la délibération n°CP 2020-281 du 1<sup>er</sup> juillet 2020 « Mise en œuvre de la politique régionale en

matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles – 4<sup>ème</sup> rapport pour 2020 »

**VU** la délibération n° CP 2021-057 du 21 janvier 2021 « Mise en œuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles- 1er rapport pour 2021 » ;

**VU** la délibération n° CP 2021-220 du 22 juillet 2021, « Mise en oeuvre de la politique régionale en matière d'action sociale, de solidarité et de soutien aux familles – 3ème rapport pour 2021 » ;

**VU** la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021, relative à l'intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

**VU** la délibération n°CP 2023-155 du 1er juin 2023 portant adoption de la charte ' Diverses dispositions en matière de communication institutionnelle - 2ème rapport 2023.

**VU** le budget de la région Île-de-France pour 2023 ;

**VU** l'avis de la commission de la famille, de l'action sociale et du handicap ;

**VU** l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

**VU** le rapport n°CP 2023-254 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

### **Article 1 : Aide au départ en vacances**

Décide de participer, au titre du « Fonds régional de soutien et de solidarité aux familles », au financement des projets détaillés en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 80 000 €.

Subordonne le versement de ces subventions de fonctionnement à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2018- 537 du 21 novembre 2018, modifiée par les dispositions de la délibération n°CP 2021-332 du 22 juillet 2021 et de la délibération n°CR 2022-078 du 12 décembre 2022, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 80 000 € disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI) », code fonctionnel 424 « Personnes en difficulté », programme HP 424-003 (142 003) « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire » Action 14200304 « Fonds régional de solidarité et soutien aux familles » au titre du budget 2023.

### **Article 2 : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles**

Décide de participer, au titre du dispositif « Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles », au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de 5 subventions d'un montant maximum prévisionnel de 205.200 €.

Subordonne le versement de ces subventions de fonctionnement à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n°CP 2018- 537 du 21 novembre 2018, modifiée par les dispositions de la délibération n°CP 2021-332 du 22 juillet 2021 et de la délibération n°CR 2022-078 du 12 décembre 2022, et autorise la Présidente du Conseil Régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 205.200 € disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI) », code fonctionnel 424 « Personnes en difficulté », programme HP 424-003 (142 003) « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire » Action 14200304 « Fonds régional de solidarité et soutien aux familles » au titre du budget 2023.

***Article 3 : Affectation en Investissement au titre du Dispositif en faveur des personnes en situation précaire – Soutien aux Innovations sociales***

Décide de participer, au titre du dispositif « Soutien aux innovations sociales », au financement des projets détaillés en annexe 3 à la présente délibération par l'attribution de 6 subventions d'un montant maximum prévisionnel de 1.780.680 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type relative au soutien régional en investissement en matière d'action sociale adoptée par délibération n° CP 2018-411 du 17 octobre 2018, modifiée par les dispositions de la délibération n°CP 2021-332 du 22 juillet 2021 et de la délibération n°CR 2022-078 du 12 décembre 2022, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 1.780.680 € disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI) », code fonctionnel 424 « Personnes en difficulté » programme HP 424 003 (142 003) « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire », action 14200303 « Actions d'innovation sociale » au titre du budget 2023.

***Article 4 : Affectation en fonctionnement au titre du Dispositif de soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance***

Décide de participer, au titre du programme « Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance », au financement des projets détaillés en annexe 4 à la présente délibération par l'attribution de 3 subventions d'un montant maximum prévisionnel de 105.000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type relative au soutien régional en fonctionnement en matière d'action sociale adoptée par délibération n° CP 2018-411 du 17 octobre 2018, modifiée par les dispositions de la délibération n°CP 2021-332 du 22 juillet 2021 et de la délibération n°CR 2022-078 du 12 décembre 2022, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 105.000 € disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI) », code fonctionnel 424 « Personnes en difficulté », programme HP 424-003 (142 003) « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire » Action 14200304 « Fonds régional de solidarité et soutien aux familles » au titre du budget 2023.

***Article 5 : Affectations au titre du Dispositif Région Île-de-France amie des animaux de compagnie – volet investissement***

Décide de participer, au titre du « Dispositif Région Île-de-France amie des animaux de compagnie », au financement du projet détaillé en annexe 5 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 5.000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature avec le bénéficiaire d'une convention conforme à la convention-type afférente en investissement adoptée par la délibération n° CP2021-057 du 21 janvier 2021, modifiée par les dispositions de la délibération n°CP 2021-332 du 22 juillet 2021 et de la délibération n°CR 2022-078 du 12 décembre 2022, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de 5.000 € disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisations RMI) », code fonctionnel 424 « Personnes en difficulté » programme HP 424 003 (142 003) « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire », action 14200303 « Actions d'innovation sociale » au titre du budget 2023.

**Article 6 : Autorisation de démarrage anticipé**

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions objets de la présente délibération, à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projet en annexe à la délibération, par dérogation prévue aux articles 17 alinéa 3 et 29 alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**

**VALÉRIE PÉCRESSE**



## **ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION**

## **Annexe 1 - Aide au départ en vacances**

**DOSSIER N° EX071968 - Vacances - Soutien aux séjours de vacances pour familles en situation de précarité de Seine-Saint-Denis, des Hauts-de-Seine et des Yvelines**

**Dispositif** : Aide au départ en vacances (n° 00001015)

**Délibération Cadre** : CP2018-063 du 24/01/2018

**Imputation budgétaire** : 934-424-65748-142003-300

Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide au départ en vacances	164 000,00 € TTC	24,39 %	40 000,00 €
Montant total de la subvention			40 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SPF SECOURS POPULAIRE FRANCAIS

Adresse administrative : 27/31 RUE PIERRE CURIE  
93230 ROMAINVILLE

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame VALERIE MEALLIER, Directeur

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : Soutien aux séjours de vacances pour familles en situation de précarité du Seine-Saint-Denis, des Hauts-de-Seine et des Yvelines

**Dates prévisionnelles** : 1 avril 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

**Description :**

Ce projet est porté par le regroupement des Fédérations du Secours Populaire de la Seine-Saint-Denis, des Hauts-de-Seine et des Yvelines.

Il consiste à organiser 90 séjours pour 90 familles franciliennes, soit 405 personnes en situation de précarité, à la mer et la montagne.

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

**Localisation géographique :**

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats - Achats de marchandises	120 000,00	73,17%
Services extérieurs - Charges locatives et de copropriété	20 000,00	12,20%
Rémunérations du personnel	20 000,00	12,20%
Charges de personnel	4 000,00	2,44%
Total	164 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	40 000,00	24,39%
Subvention Département	1 000,00	0,61%
Subvention Commune et groupement de collectivités	1 000,00	0,61%
Fonds propres/produits d'exploitation	122 000,00	74,39%
Total	164 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX072165 - Vacances- Soutien aux séjours de vacances pour familles en situation de précarité du Val-de-Marne**

**Dispositif** : Aide au départ en vacances (n° 00001015)

**Délibération Cadre** : CP2018-063 du 24/01/2018

**Imputation budgétaire** : 934-424-65748-142003-300

Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide au départ en vacances	80 000,00 € TTC	50,00 %	40 000,00 €
Montant total de la subvention			40 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SPF SECOURS POPULAIRE FRANCAIS DU VAL DE MARNE  
Adresse administrative : 19 RUE DE L'EGLISE  
94500 CHAMPIGNY SUR MARNE  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Monsieur FREDDY CABRIMOL, Secrétaire général

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : soutien aux séjours de vacances pour familles en situation de précarité du Val-de-Marne

**Dates prévisionnelles** : 17 février 2023 - 17 février 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux de ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

**Description :**

L'association se mobilise chaque année pour permettre à des milliers d'enfants, de familles et de personnes âgées, de découvrir les joies des vacances à la mer, à la montagne et à la campagne. Les séjours ont une durée de 8 jours et se déroulent en été ou en hiver. Ils sont réalisés au sein de centres de loisirs engagés dans l'accès au départ en vacances pour tous. Les familles et personnes isolées, notamment des seniors, proviennent de différentes communes et quartiers dont des quartiers "politique de la ville". Les familles sont majoritairement monoparentales avec plus d'un enfant.

La subvention permettra le départ d'environ 818 franciliens.

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

**Localisation géographique :**

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD**CPER :** Hors CPER/Hors CPER**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

<b>Dépenses (€)</b>		
Libellé	Montant	%
Autres services extérieurs - Déplacements, missions et réceptions	73 795,00	92,24%
Rémunérations du personnel	4 400,00	5,50%
Charges de personnel	1 805,00	2,26%
Total	80 000,00	100,00%

<b>Recettes (€)</b>		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France (sollicitée)	40 000,00	50,00%
Subventions Organismes sociaux	23 250,00	29,06%
Fonds propres/produits d'exploitation	16 750,00	20,94%
Total	80 000,00	100,00%

## **Annexe 2 - Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles**

**DOSSIER N° EX069789 - La Collecte.tech : une filière régionale solidaire de réemploi d'équipements numériques**

**Dispositif** : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000716)

**Délibération Cadre** : CR23-11 modifiée du 07/04/2011

**Imputation budgétaire** : 934-424-65748-142003-300

Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	713 965,00 € TTC	7,00 %	50 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		50 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : EMMAUS CONNECT FONDATEUR ABBE  
PIERRE  
Adresse administrative : 71 RUE ARCHEREAU  
75019 PARIS 19E ARRONDISSEMENT  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Madame CHARLOTTE BOUGENAU, Directrice

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : amplifier La Collecte.tech, une filière régionale solidaire de réemploi d'équipements numériques

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux de ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

**Description :**

Emmaüs Connect propose de :

- 1) Identifier et mobiliser les entreprises et collectivités franciliennes qui souhaitent donner leurs matériels numériques fonctionnels et leur proposer une solution clé en main pour faciliter leur don,
- 2) Faire reconditionner ces équipements par un réseau de partenaires franciliens,
- 3) Equiper les bénéficiaires en situation de précarité déjà référencés dans l'un des cinq points d'accueil franciliens,
- 4) Compléter cette première offre de service d'accès solidaire à un équipement par l'accompagnement aux usages, gratuit, individuel ou collectif, permettant aux bénéficiaires d'être en mesure d'utiliser ces matériels dans leur quotidien (de l'accès aux droits, lien social,...).

Ce projet d'accès aux droits par l'inclusion numérique intègre une forte dimension environnementale en permettant le réemploi des matériels par un acteur de l'insertion plutôt que des déchets. Il permet également d'accéder à des équipements performants techniquement, avec un SAV de 2 ans, à un coût modique (entre 99€ et 150€ pour un PC portable, entre 63 et 90€ pour un smartphone).



L'objectif du projet est d'intensifier la collecte afin d'équiper 6 800 personnes en 2 ans, correspondant à 17 000 équipements.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Localisation géographique :**

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (matériels, fluides et fournitures)	464 240,00	65,02%
Communication, publications, relations publiques	13 500,00	1,89%
Rémunérations du personnel (cotisations comprises)	226 225,00	31,69%
Déplacements, missions et réceptions	10 000,00	1,40%
Total	713 965,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	50 000,00	7,00%
Commune et groupement de collectivités	50 000,00	7,00%
Fonds propres/produits d'exploitation	613 965,00	85,99%
Total	713 965,00	100,00%

**DOSSIER N° EX069790 - Les relais numériques : essaimage des services proposés par Emmaüs Connect**

**Dispositif** : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000716)

**Délibération Cadre** : CR23-11 modifiée du 07/04/2011

**Imputation budgétaire** : 934-424-65748-142003-300

Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	104 729,00 € TTC	28,65 %	30 000,00 €
Montant total de la subvention			30 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : EMMAUS CONNECT FONDATEUR ABBE  
PIERRE  
Adresse administrative : 71 RUE ARCHEREAU  
75019 PARIS 19E ARRONDISSEMENT  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Madame CHARLOTTE BOUGENAU, Directrice

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : essayer des services proposés par Emmaüs Connect : les Relais Numériques

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux de ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

**Description :**

Pour répondre à la forte demande des structures locales d'action sociale depuis 2020, Emmaüs Connect a modélisé un programme d'ampleur d'essaimage, afin de proposer des services d'inclusion numérique sur les territoires où l'association n'est pas implantée physiquement.

Les Relais Numériques représentent plus de 300 structures sociales sur le territoire national qui proposent, avec le soutien d'Emmaüs Connect, une aide durable en matière de numérique en faveur des personnes en situation de précarité.

Les relais numériques permettent :

- d'équiper en matériel reconditionné
- de connecter en téléphonie mobile et internet à bas coût
- de proposer un accompagnement aux compétences numériques de base

La demande de subvention porte sur l'ouillage et l'accompagnement de 100 relais numériques en Île-de-France afin de permettre à plus de 10.000 personnes précaires, éloignées du numérique, d'avoir accès à ces services.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Localisation géographique :**

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Communication, publications, relations publiques	6 050,00	5,78%
Rémunérations du personnel (cotisations comprises)	96 279,00	91,93%
Déplacements, missions et réceptions	2 400,00	2,29%
Total	104 729,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	30 000,00	28,65%
Département	24 648,00	23,54%
Aide privée (Fondation Manpower)	40 081,00	38,27%
Fonds propres/produits d'exploitation	10 000,00	9,55%
Total	104 729,00	100,00%

**DOSSIER N° EX070814 - Réemploi Solidaire en faveur des femmes**

**Dispositif** : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000716)

**Délibération Cadre** : CR23-11 modifiée du 07/04/2011

**Imputation budgétaire** : 934-424-65748-142003-300

Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	70 414,00 € TTC	49,99 %	35 200,00 €
Montant total de la subvention			35 200,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : LES HOTELS SOLIDAIRES  
Adresse administrative : 98 RUE REGNAULT BAT 5  
75013 PARIS 13E ARRONDISSEMENT  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Monsieur Antoine JANOT, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : favoriser le réemploi solidaire en faveur des femmes

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

**Description :**

Depuis 2018, l'association revalorise et distribue aux plus démunis, des biens collectés auprès d'hôtels partenaires.

Elle propose également des actions de sensibilisation au réemploi solidaire.

En 2022, les 3 collectes hebdomadaires ont permis de redistribuer 8 500 viennoiseries et 65 000 produits hygiéniques et réemployer 2 tonnes de linge, vaisselle et mobilier auprès de 20.000 bénéficiaires.

L'action consiste à mettre à profit le réemploi solidaire des produits hôteliers et notamment le recyclage du linge récupéré auprès des établissements (50 hôtels partenaires) visant à organiser 4 collectes chaque semaine et soutenir jusqu'à 500 femmes à travers un réseau d'associations partenaires (Centre d'Hébergement d'Urgence Coeur des Femmes, l'Amicale du Nid, foyer La Caravelle, Palais de la femme...),

Une initiation gratuite au surcyclage textile de 30 femmes bénéficiaires des associations partenaires est également prévue. La sensibilisation de bénéficiaires à l'usage de produits durables issus du réemploi en substitution à des produits jetables polluants, s'adresse à 30 femmes précaires, lors de la Journée Mondiale de l'hygiène menstruelle,

Ce projet renforce le réseau pour poursuivre l'implication des bénévoles et d'employés d'entreprises à l'occasion de missions solidaires.

Ce projet très innovant cherche à concilier développement durable et diversification des accompagnements proposés dans le cadre du parcours de réinsertion sociale des femmes par des sessions d'initiation au surcyclage et à une consommation éco-responsable.

A terme, le projet vise 500 franciliennes en situation de précarité.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Localisation géographique :**

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (matériels, fluides et fournitures) - Fonctionnement	4 337,00	6,16%
Services extérieurs (locations, charges locative et de copropriété) - Fonctionnement	7 593,00	10,78%
Communication, publications, relations publiques - Fonctionnement	5 229,00	7,43%
Rémunérations du personnel (cotisations comprises) - Fonctionnement	51 669,00	73,38%
Frais postaux et de télécommunications - Fonctionnement	732,00	1,04%
Autres dépenses de fonctionnement (à préciser)	854,00	1,21%
Total	70 414,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	35 200,00	49,99%
Département (préciser)	5 260,00	7,47%
Aide privée (préciser)	13 694,00	19,45%
Fonds propres/produits d'exploitation (ventes marchandises, produits finis, prestations de service )	16 260,00	23,09%
Total	70 414,00	100,00%

**DOSSIER N° EX073297 - Orienter efficacement les personnes en situation de précarité en Île-de-France**

**Dispositif** : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000716)

**Délibération Cadre** : CR23-11 modifiée du 07/04/2011

**Imputation budgétaire** : 934-424-65748-142003-300

Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	181 231,00 € TTC	27,59 %	50 000,00 €
Montant total de la subvention			50 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SOLINUM  
Adresse administrative : 153 RUE DAVID JOHNSTON  
33000 BORDEAUX  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Monsieur Didier JAUBERT, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : mieux orienter les personnes en situation de précarité en Île-de-France

**Dates prévisionnelles** : 1 avril 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

**Description :**

Solinum développe et déploie Soliguide, une cartographie des lieux et structures de l'action sociale permettant d'orienter efficacement les publics précaires, sous diverses formes : site internet, application mobile, liste papier, chat en ligne, numéro whatsapp.

Pour cela, l'association conduit des actions de référencement de l'offre sociale (calling, mailing) et de diffusion de la plateforme auprès des parties prenantes (sensibilisation du public, présentations au sein des structures sociales) tout au long de l'année.

Une mise à jour complète de la base de données est effectuée en été (juin-juillet) et en hiver (novembre-décembre), périodes stratégiques pour l'action sociale.

Le fonctionnement de cet outil numérique solidaire concerne plus de 500.000 Franciliens précaires et leurs accompagnants (professionnels de la solidarité, bénévoles, associations solidaires...).

Au total, en Île-de-France, ce sont plus de 8300 lieux solidaires référencés et, en 2022, plus d'1 million de recherches effectuées et 11800 personnes rencontrées et sensibilisées à l'outil en direct.

Les départements du Val d'Oise, de l'Essonne et de la Seine-et-Marne ont été intégrés plus récemment et constituent la priorité en termes d'activité en 2023 avec toute leur complexité du fait de leur semi-ruralité, de leur situation périphérique et des poches de précarité importantes qui y subsistent.

La subvention demandée porte sur le déploiement de Soliguide dans ces départements.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE
- ESSONNE
- VAL D'OISE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (matériels, fluides et fournitures) - Fonctionnement	4 362,40	2,41%
Services extérieurs (locations, charges locative et de copropriété) - Fonctionnement	10 794,00	5,96%
Communication, publications, relations publiques - Fonctionnement	3 601,10	1,99%
Rémunérations du personnel (cotisations comprises) - Fonctionnement	136 492,52	75,31%
Personnel extérieur (intérim, intermédiaires et honoraires) - Fonctionnement	13 375,60	7,38%
Déplacements, missions et réceptions - Fonctionnement	3 972,10	2,19%
Impôts et taxes liés au projet (hors amendes et autres pénalités, non éligibles) - Fonctionnement	7 913,18	4,37%
Autres dépenses de fonctionnement (services bancaires)	720,10	0,40%
<b>Total</b>	<b>181 231,00</b>	<b>100,00%</b>

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	50 000,00	27,59%
Département (77, 95)	50 000,00	27,59%
Commune et groupement de collectivités (EPT Grand Orly Seine Bièvre, Ville de Grigny)	11 231,00	6,20%
Ministère (DDETS 77,DDETS 91)	50 000,00	27,59%
Organismes sociaux (CAF 77, CAF 95)	20 000,00	11,04%
<b>Total</b>	<b>181 231,00</b>	<b>100,00%</b>

**DOSSIER N° EX073299 - Lutte contre le mal-logement des jeunes et l'isolement des seniors**

**Dispositif** : Projets annuels au titre du fonds régional de solidarité et d'aide aux familles (n° 00000716)

**Délibération Cadre** : CR23-11 modifiée du 07/04/2011

**Imputation budgétaire** : 934-424-65748-142003-300

Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	483 065,00 € TTC	8,28 %	40 000,00 €
Montant total de la subvention			40 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : ENSEMBLE 2 GENERATIONS  
Adresse administrative : 31B AVENUE VILLENEUVE L'ETANG  
78000 VERSAILLES  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Monsieur Jean-Claude PETERS, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : lutter contre le mal-logement des jeunes et l'isolement des personnes âgées

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

**Description :**

Partant du constat de la précarité des jeunes et de l'isolement des personnes âgées, l'association "Ensemble 2 Générations" a créé un projet de cohabitation intergénérationnelle.

L'objectif est de mettre en place une cohabitation de binômes étudiants/seniors en travaillant la qualité de la relation "accueillant accueilli".

Ce projet intergénérationnel contribue à la lutte contre le mal-logement des jeunes et l'isolement des personnes âgées. Il vise 600 Franciliens connaissant cette précarité au cours de l'année 2023.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Localisation géographique :**

- REGION ILE DE FRANCE



**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (matériels, fluides et fournitures) - Fonctionnement	84 104,00	17,41%
Services extérieurs (locations, charges locative et de copropriété) - Fonctionnement	12 670,00	2,62%
Communication, publications, relations publiques - Fonctionnement	29 016,00	6,01%
Rémunérations du personnel (cotisations comprises) - Fonctionnement	328 839,00	68,07%
Personnel extérieur (intérim, intermédiaires et honoraires) - Fonctionnement	4 900,00	1,01%
Déplacements, missions et réceptions - Fonctionnement	15 500,00	3,21%
Frais postaux et de télécommunications - Fonctionnement	6 600,00	1,37%
Impôts et taxes liés au projet (hors amendes et autres pénalités, non éligibles) - Fonctionnement	1 136,00	0,24%
Autres dépenses de fonctionnement (services bancaires)	300,00	0,06%
Total	483 065,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	40 000,00	8,28%
Département	89 000,00	18,42%
Commune et groupement de collectivités (préciser)	50 000,00	10,35%
Organismes sociaux (CAF)	5 000,00	1,04%
Aide privée (fondation)	83 815,00	17,35%
Fonds propres/produits d'exploitation (ventes marchandises, produits finis, prestations de service )	215 250,00	44,56%
Total	483 065,00	100,00%

## **Annexe 3 - Innovation sociale - investissement**

**DOSSIER N° EX072810 - Précaires - Construction d'une résidence hybride**

**Dispositif** : Innovation sociale - investissement (n° 00001042)

**Délibération Cadre** : CP2017-070 modifiée du 08/03/2017

**Imputation budgétaire** : 904-424-20422-142003-300

Action : 14200303- Actions d'innovation sociale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Innovation sociale - investissement	15 110 371,00 € HT	2,65 %	400 000,00 €
Montant total de la subvention			400 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SCI GROUPE SOS SOLIDARITES  
Adresse administrative : 15 RUE DE LA FONTAINE AU ROI  
75011 PARIS 11E ARRONDISSEMENT  
Statut Juridique : Société Civile Immobilière  
Représentant : Madame Hélène BEJUI, Présidente

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : construction d'une résidence hybride

**Dates prévisionnelles** : 1 septembre 2023 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

Le groupe SOS, qui gère plusieurs centres d'accueil dans le département de l'Essonne, a proposé la construction d'une résidence hybride et innovante qui accueillera étudiants et personnes bénéficiaires de la Protection Internationale (BPI) par l'intermédiaire d'une SCI à caractère social et médico-social.

Le bâtiment accueillera 100 étudiants ainsi que 80 personnes réfugiées, constituant un centre provisoire d'hébergement (CPH) pour ces derniers. Grâce à la proximité avec le futur Groupe Hospitalier Nord Essonne, 10 chambres individuelles seront prévues pour des personnes porteuses d'un handicap physique ou psychologique.

Le caractère innovant de ce projet réside dans la mixité des publics et dans son caractère participatif. Une attention particulière sera portée à l'insertion professionnelle. La mise en place d'un tutorat entre étudiants et personnes bénéficiaires de la Protection Internationale favorisera les partages de savoirs et de connaissances, les échanges linguistiques et culturels.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Récupération partielle de la TVA à hauteur de 5,5% sur la partie centre d'hébergement, soit 1.721.456€ de TVA récupérée.

**Localisation géographique :**

- ORSAY

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2023

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	2 041 345,00	13,51%
Etudes pré-opérationnelles et honoraires	2 252 045,00	14,90%
Travaux	10 429 881,00	69,02%
Equipement mobilier et matériel	387 100,00	2,56%
Total	15 110 371,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	400 000,00	2,65%
Emprunt	10 310 371,00	68,23%
Fonds propres/produits d'exploitation (ventes marchandises, produits finis, prestations de service )	4 400 000,00	29,12%
Total	15 110 371,00	100,00%

**DOSSIER N° EX073257 - Solidata : extension du Soliguide pour orienter les politiques publiques de la solidarité**

**Dispositif** : Innovation sociale - investissement (n° 00001042)

**Délibération Cadre** : CP2017-070 modifiée du 08/03/2017

**Imputation budgétaire** : 904-424-20422-142003-300

Action : 14200303- Actions d'innovation sociale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Innovation sociale - investissement	100 800,00 € TTC	49,60 %	50 000,00 €
Montant total de la subvention			50 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SOLINUM  
Adresse administrative : 153 RUE DAVID JOHNSTON  
33000 BORDEAUX  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Monsieur Didier JAUBERT, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : création de l'outil Solidata pour orienter les politiques publiques de la solidarité

**Dates prévisionnelles** : 1 avril 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

**Description :**

L'association Solinum a développé l'application de cartographie solidaire en ligne Soliguide, largement utilisée par les professionnels et les bénévoles de la solidarité (1 million de recherches en Ile-de-France en 2022).

Cette application répond aux besoins des professionnels ou des franciliens précaires pour trouver facilement et rapidement des informations sur les lieux d'accompagnement, d'accueil, d'information des publics précaires, selon différentes thématiques (logement, alimentaire, hygiène, santé, emploi...) avec les horaires d'ouverture, les modalités d'accès et de contacts, ainsi qu'une description succincte.

Dans le cadre de cet usage, le Soliguide récolte des statistiques à la fois sur l'offre sociale disponible et sur le besoin des Franciliens en difficulté par les connexions effectuées.

Son potentiel est immense pour orienter les politiques publiques, que ce soit à l'échelle d'une mairie, d'un EPCI, d'un conseil départemental ou de la région.

L'objectif de son extension à travers le projet Solidata est de mettre en lumière des données clés en faveur de la lutte contre la pauvreté pour les mettre à la disposition des politiques publiques.

Les crises actuelles touchent en premier les publics les plus vulnérables et la réactivité des réponses apportées sera déterminante.

Les objectifs poursuivis par ce projet innovant sont de :

1. Mettre les données récoltées par Soliguide à la disposition de tous les acteurs régionaux et nationaux réalisant des études et diagnostics, afin d'améliorer leur qualité ;
2. Développer des analyses automatiques et interactives permettant aux collectivités d'adapter leurs politiques publiques, et aux associations d'adapter leurs activités aux besoins des territoires.

Concrètement, cela signifie que les institutions pourront sélectionner le territoire géographique qui les intéresse, ainsi qu'une thématique ou plusieurs thématiques pour bénéficier de données fines afin d'orienter la mise en oeuvre des politiques publiques de solidarité.

Ce travail va se décliner en plusieurs temps et dans une dynamique de co-construction :

- Identification des acteurs utilisateurs de données (Région, Conseils Départementaux, Services de l'Etat...) et des acteurs majeurs de l'analyse (INSEE, CREDOC, ANSA...)
- Co-construction avec les acteurs permettant de définir les priorités des thématiques, d'utilisation des données et d'analyses
- Mise en place du tableau de bord interactif basé sur la priorité numéro 1 définie par le travail de co-construction des acteurs.
- Mise en place de la priorité numéro 2 définie par le travail de co-construction des acteurs et intégration des données externes.

Ce projet innovant et collaboratif vise 1,8 millions de Franciliens précaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Localisation géographique :**

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes pré-opérationnelles et honoraires - Investissement	97 300,00	96,53%
Equipement mobilier et matériel - Investissement	2 500,00	2,48%
Equipement informatique - Investissement	1 000,00	0,99%
Total	100 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	50 000,00	49,60%
Aide privée	39 311,00	39,00%
Fonds propres/produits d'exploitation (ventes marchandises, produits finis, prestations de service )	11 489,00	11,40%
Total	100 800,00	100,00%

**DOSSIER N° EX073264 - Aide alimentaire - Pérenniser le libre-service solidaire**

**Dispositif** : Innovation sociale - investissement (n° 00001042)

**Délibération Cadre** : CP2017-070 modifiée du 08/03/2017

**Imputation budgétaire** : 904-424-20422-142003-300

Action : 14200303- Actions d'innovation sociale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Innovation sociale - investissement	3 000 000,00 € TTC	13,33 %	400 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		400 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SPF SECOURS POPULAIRE FRANCAIS  
FEDERATION DE PARIS

Adresse administrative : 6 PASSAGE RAMEY  
75018 PARIS 18E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur ABEDELSSELEM GHAZI, Directeur général

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : acquérir un local afin de pérenniser le libre-service solidaire du quartier Montcalm, Paris 18

**Dates prévisionnelles** : 1 mars 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux de ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

**Description :**

Sur le territoire parisien, le Secours Populaire Français vient en aide depuis des années à des milliers de personnes en difficulté, notamment grâce aux distributions alimentaires effectuées dans les Libre-Service Solidaire (LSS) de l'association.

Entre 2019 et 2022, le nombre de passages de bénéficiaires a cru de 70%. C'est dans le cadre de cette croissance que le Secours Populaire Français a ouvert un deuxième LSS dans le 13ème arrondissement de Paris en 2022.

L'innovation sociale du projet est caractérisée par le fait que :

- \* les personnes accueillies sont invitées à composer elles-mêmes leur panier en fonction de leurs préférences et de la composition de leur ménage
- \* des ateliers de cuisine et de diversification de la nature des produits alimentaires distribués, incluant des fruits et légumes frais, seront organisés afin de promouvoir une alimentation saine et durable.

Afin de consolider et pérenniser son aide auprès du public, le Secours Populaire Français a décidé de faire l'acquisition du local dans lequel réside le plus important des deux points de distribution alimentaire



ainsi que l'espace de stockage, indispensable à l'acheminement de l'aide.

Plus de 14.000 Franciliens en situation de précarité sont susceptibles de bénéficier de cette action chaque année.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

**Localisation géographique :**

- PARIS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	2 900 000,00	96,67%
Travaux de mise aux normes	100 000,00	3,33%
Total	3 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	400 000,00	13,33%
Département	100 000,00	3,33%
Emprunt	500 000,00	16,67%
Fonds propres/produits d'exploitation	2 000 000,00	66,67%
Total	3 000 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX073268 - Création d'un nouveau siège pour l'antenne départementale du 93 du Secours Populaire Français**

**Dispositif** : Innovation sociale - investissement (n° 00001042)

**Délibération Cadre** : CP2017-070 modifiée du 08/03/2017

**Imputation budgétaire** : 904-424-20422-142003-300

Action : 14200303- Actions d'innovation sociale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Innovation sociale - investissement	3 150 000,00 € TTC	12,70 %	400 000,00 €
Montant total de la subvention			400 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SPF SECOURS POPULAIRE FRANCAIS

Adresse administrative : 27/31 RUE PIERRE CURIE  
93230 ROMAINVILLE

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame VALERIE MEALLIER, Directeur

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : créer un nouveau siège pour l'antenne départementale du 93 à Bondy et déployer de nouvelles activités

**Dates prévisionnelles** : 17 avril 2023 - 31 décembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux de ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

**Description :**

Actuellement locataire du siège départemental à Romainville (150 000€ de loyer par an et pas d'accès PMR), l'association a pour projet d'acquérir et d'aménager un nouveau local situé à Bondy pour pouvoir créer et développer de nouvelles activités et accueillir le public dans de meilleures conditions.

Le projet permettra de :

- \* Pérenniser l'action du Secours populaire sur le département
- \* Développer des actions en faveur de l'inclusion numérique
- \* Organiser des ateliers culinaires pour une alimentation équilibrée
- \* Mettre en place une bibliothèque et une boutique solidaire

Ces traits caractérisent l'innovation sociale du projet.

70.000 Franciliens en situation de précarité sont susceptibles de bénéficier de cette action.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

**Localisation géographique :**

- BONDY

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière et charges afférentes	2 450 000,00	77,78%
Etudes pré-opérationnelles et honoraires	150 000,00	4,76%
Travaux	400 000,00	12,70%
Equipement mobilier et matériel	100 000,00	3,17%
Equipement informatique	50 000,00	1,59%
Total	3 150 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	400 000,00	12,70%
Département	50 000,00	1,59%
Commune et groupement de collectivités	20 000,00	0,63%
Aide privée	100 000,00	3,17%
Emprunt	1 000 000,00	31,75%
Fonds propres	1 580 000,00	50,16%
Total	3 150 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX073270 - Aide alimentaire - création d'une cuisine partagée pour personnes à la rue**

**Dispositif** : Innovation sociale - investissement (n° 00001042)

**Délibération Cadre** : CP2017-070 modifiée du 08/03/2017

**Imputation budgétaire** : 904-424-20422-142003-300

Action : 14200303- Actions d'innovation sociale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Innovation sociale - investissement	2 100 000,00 € TTC	19,05 %	400 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		400 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : BASILIADE  
Adresse administrative : 6 RUE DU CHEMIN VERT  
75011 PARIS 11E ARRONDISSEMENT  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Monsieur Didier ARTHAUD, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : création d'une cuisine partagée

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

**Description :**

Basiliade accompagne environ 1000 personnes, dont 500 sont hébergées dans ses dispositifs d'hébergement. Depuis 30 ans, Basiliade accompagne des personnes précaires, notamment atteintes de pathologies chroniques.

A Paris, Basiliade dispose de 7 Maisons, qui accueillent, accompagnent, hébergent les personnes les plus précaires, des femmes à la rue sortant de maternité, des personnes atteintes de pathologies chroniques, des jeunes LGBT en errance, etc.

Basiliade souhaite réaliser des travaux dans un local du 18ème arrondissement de Paris (86 bd Ney) pour y créer une cuisine partagée, dédiée aux personnes hébergées dans les hôtels sociaux.

L'objectif de cette cuisine partagée est de permettre la confection de plus de 100.000 repas par an, soit directement par les usagers, soit par des cuisiniers professionnels en capacité de produire un grand nombre de repas.

3 cuisiniers professionnels occuperont 2 postes de travail pour produire en grand nombre des repas destinés aux maraudeurs, aux personnes les plus dans le besoin.

2 maitresses de maison et des bénévoles géreront l'intendance du lieu, s'assureront de la qualité de l'accueil et du roulement des familles sur les postes de cuisines.

Le caractère innovant de ce projet se décline par l'échelle du nombre de repas confectionnés par an en un même lieu et la création d'un restaurant solidaire. De plus, l'activité existante de distribution d'aide alimentaire de Basiliade sera transférée sur place pour être amplifiée.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Localisation géographique :**

- PARIS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes pré-opérationnelles et honoraires - Investissement	70 000,00	3,33%
Travaux - Investissement	1 600 000,00	76,19%
Equipement mobilier et matériel - Investissement	430 000,00	20,48%
Total	2 100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	400 000,00	19,05%
Département (préciser)	650 000,00	30,95%
Aide privée (préciser)	350 000,00	16,67%
Fonds propres/produits d'exploitation (ventes marchandises, produits finis, prestations de service )	700 000,00	33,33%
Total	2 100 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX073305 - Alimentation - Ouverture d'un restaurant solidaire sur le plateau de Saclay (91)**

**Dispositif** : Innovation sociale - investissement (n° 00001042)

**Délibération Cadre** : CP2017-070 modifiée du 08/03/2017

**Imputation budgétaire** : 904-424-20422-142003-300

Action : 14200303- Actions d'innovation sociale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Innovation sociale - investissement	440 500,00 € TTC	29,67 %	130 680,00 €
Montant total de la subvention			130 680,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SOUTENIR L INSERTION A ANTONY

Adresse administrative : 5 BIS RUE MAURICE RAVEL  
92160 ANTONY

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Bruno VAN PARYS, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : ouverture d'un restaurant solidaire

**Dates prévisionnelles** : 1 mars 2023 - 1 mars 2024

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

**Description :**

L'association Soutenir l'insertion à Antony a pour objet de conduire des actions d'insertion par l'activité économique en faveur de personnes en grande difficulté.

Le projet consiste en l'ouverture d'un restaurant d'insertion sur le plateau de Saclay, au pied de la future station Orsay/Gif de la ligne 18. Avec une salle de 230m<sup>2</sup> et une terrasse de 125m<sup>2</sup>, cet espace aura une capacité d'accueil de 80 à 100 convives et emploiera, dès son ouverture prévue fin 2023, 8 personnes dont 6 en insertion (restauration et service).

Une offre artisanale, authentique et responsable y sera proposée à partir de produits frais, locaux et de saison, ainsi qu'une vente à emporter.

Ce projet présente un caractère innovant par la mobilisation de personnes très éloignées de l'emploi en vue de les former à un métier très en tension.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de

la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Localisation géographique :**

- GIF-SUR-YVETTE
- ANTONY

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes pré-opérationnelles et honoraires - Investissement	34 000,00	7,72%
Travaux - Investissement	214 500,00	48,69%
Equipement mobilier et matériel - Investissement	192 000,00	43,59%
Total	440 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région solidaire sollicitée	130 680,00	29,67%
Aide privée (Entreprise la Table de Cana)	219 320,00	49,79%
Fonds propres/produits d'exploitation (ventes marchandises, produits finis, prestations de service )	50 500,00	11,46%
Caritas	30 000,00	6,81%
Association nationale La table de Cana	10 000,00	2,27%
Total	440 500,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
Règlement de minimis 1407/2013 publié au JOUE L352/1 du 24 décembre 2013 modifié par le règlement 2020/972 publié au JOUE L215/3 du 7 juillet 2020, relatif à : Aides de minimis entreprise

## **Annexe 4 - Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance - fonctionnement**



**DOSSIER N° EX070766 - Petite enfance : Grandir à travers l'art, agir en faveur de l'éveil artistique des 0-4 ans en Île-de-France**

**Dispositif** : Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance en fonctionnement (n° 00001117)

**Délibération Cadre** : CR2018-024 modifiée du 03/07/2018

**Imputation budgétaire** : 934-424-65748-142003-300

Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance en fonctionnement	61 360,00 € TTC	48,89 %	30 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		30 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : RESEAU MOM ARTRE

Adresse administrative : 204 RUE DE CRIMEE  
75019 PARIS 19E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame Chantal MAINGUENE, Présidente

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : favoriser l'éveil artistique des enfants de 0 à 4 ans

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

**Description :**

Afin de faciliter les interactions parents-bébé et de favoriser la communication.

Le Réseau Môm'Artre a souhaité développer un projet visant l'éveil artistique et culturel des jeunes enfants tout en sensibilisant les parents.

Ce projet consiste en :

- Prise de contact avec des établissements de la petite enfance,
- Qualification des besoins de la structure,
- Mise en place d'ateliers d'éveil artistique et de module de formation : « formation-action »,
- Réalisation d'un bilan.

Le dispositif de formation proposé permet à l'ensemble des professionnels de la petite enfance (salariés de crèches/Etablissements d'accueil de petite enfance et de Protection Maternelle et Infantile, assistantes

maternelles, gardes à domicile, Agents Territoriaux Spécialisés des Ecoles Maternelles, animateurs Relais Assistantes Maternelles...) d'acquérir et de renforcer des connaissances et des pratiques actualisées dans l'accompagnement de la fonction parentale, en s'appuyant sur l'éveil artistique et culturel.

Toutes les formations peuvent être adaptées sur un scénario allant de 1 à 4 journées, en fonction des objectifs pédagogiques et des moyens de la structure.

Le projet revêt un caractère innovant par l'utilisation des pratiques artistiques et culturelles comme outils d'éveil et de médiation, tout en développant des pratiques pédagogiques positives, inclusives, coopératives.

Il concerne 750 professionnels de la petite enfance franciliens.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Localisation géographique :**

- REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (matériels, fluides et fournitures) - Fonctionnement	2 250,00	3,67%
Services extérieurs (locations, charges locative et de copropriété) - Fonctionnement	10 000,00	16,30%
Rémunérations du personnel (cotisations comprises) - Fonctionnement	36 500,00	59,49%
Transports de biens et transports collectifs du personnel - Fonctionnement	3 250,00	5,30%
Autres dépenses de fonctionnement (coordination et fonction support de l'association)	9 360,00	15,25%
Total	61 360,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	30 000,00	48,89%
Ministère (Préfecture IDF plan pauvreté, ANCT, ministère culture)	17 000,00	27,71%
Aide privée (Fondation Ardian)	4 360,00	7,11%
Prestations de services	10 000,00	16,30%
Total	61 360,00	100,00%

**DOSSIER N° EX073347 - Cycle d'analyse professionnelle pour un accueil personnalisé des enfants**

**Dispositif** : Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance en fonctionnement (n° 00001117)

**Délibération Cadre** : CR2018-024 modifiée du 03/07/2018

**Imputation budgétaire** : 934-424-65748-142003-300

Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance en fonctionnement	50 000,00 € TTC	50,00 %	25 000,00 €
Montant total de la subvention			25 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : APATE LA MAISON DAGOBERT  
Adresse administrative : 27-29 AVENUE PHILIPPE AUGUSTE  
75011 PARIS 11E ARRONDISSEMENT  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Monsieur Emmanuel REGIS, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : mettre en place et pérenniser l'analyse de la pratique professionnelle pour améliorer l'accueil personnalisé

**Dates prévisionnelles** : 1 septembre 2023 - 31 août 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

L'association APATE a pour vocation de lutter contre l'exclusion des enfants pour cause de handicap ou de maladie chronique grave en pratiquant l'accueil collectif sans condition de ces derniers dans des établissements qu'elle crée et qu'elle gère.

L'association gère aujourd'hui 6 établissements dans lesquels trois enfants sur dix sont en situation de handicap ou de maladie chronique invalidante.

Ce sont près de 400 enfants accueillis par an, dont un tiers en situation de handicap.

La réussite de cet accueil inclusif est conditionnée à une approche éducative particulière basée sur des fonctionnements institutionnels propres à l'APATE : fonctionnement déhiérarchisé, travail d'équipe, travail en relais, soutien à la parentalité, démedicalisation des établissements et synergies avec les équipes de soin.

Pour lutter contre l'épuisement des professionnels et leur permettre de monter en compétences, un cycle annuel d'analyse de la pratique professionnelle va être initié, de façon collective, encadré par un intervenant formé à l'analyse.

Ce projet contribue ainsi à la formation continue de 64 professionnels franciliens de la petite enfance au bénéfice des enfants en situation de vulnérabilité et ainsi contribuer à une prise en charge de meilleure qualité.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Localisation géographique :**

- DEPARTEMENT DE PARIS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (matériels, fluides et fournitures) - Fonctionnement	600,00	1,20%
Services extérieurs (locations, charges locative et de copropriété) - Fonctionnement	5 250,00	10,50%
Rémunérations du personnel (cotisations comprises) - Fonctionnement	33 148,00	66,30%
Personnel extérieur (intérim, intermédiaires et honoraires) - Fonctionnement	8 600,00	17,20%
Taxes sur les salaires - Fonctionnement	2 402,00	4,80%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	25 000,00	50,00%
Aide privée (Fondation Gerondeau)	22 500,00	45,00%
Fonds propres/produits d'exploitation (ventes de marchandises, de produits finis)	2 500,00	5,00%
Total	50 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX073580 - Petite enfance dispositif itinérant de soutien à la parentalité destiné à des familles hébergées**

**Dispositif** : Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance en fonctionnement (n° 00001117)

**Délibération Cadre** : CR2018-024 modifiée du 03/07/2018

**Imputation budgétaire** : 934-424-65748-142003-300

Action : 14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux modes de garde innovants pour la petite enfance en fonctionnement	207 600,00 € TTC	24,08 %	50 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		50 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : ASMAE ASSOC SOEUR EMMANUELLE

Adresse administrative : 6 RUE PERRON  
93000 BOBIGNY

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame Juliette FOUCHE, Directrice

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : mise en oeuvre du dispositif itinérant de soutien à la parentalité

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

**Description :**

L'Espace des Petits Pas est un dispositif de soutien à la parentalité pour les enfants et leurs parents hébergés dans des hôtels sociaux, en centres d'hébergements ou dispositifs locaux prioritaires identifiés par les familles.

Ce projet répond aux besoins suivants :

- répondre aux conditions de vie en hôtel social qui sont très précaires et perturbent le développement cognitif et psychomoteur de l'enfant : promiscuité, nécessité de ne pas faire de bruit, déplacements entravés, absence de jouets, changement fréquent d'hôtel, pas de suivi scolaire, risque d'exposition à des violences familiales.
- répondre positivement aux besoins de soutien à la parentalité pour ce public marginalisé et leur donner accès à un espace de ressources et de partage.
- donner accès à la collectivité aux enfants en situation de vulnérabilité.
- prévenir les troubles du neurodéveloppement.

Le Lieu d'Accueil enfants-parents (LAEP) associatif se déplace dans 5 hôtels : Pantin Beaumarchais du groupe Résidis, Bobigny, Rosny-sous-bois, le Blanc Mesnil du groupe Logely et l'Olympe 3 de la ville de Saint Denis.

Les séances de jeu sont proposées de 10 h à 18h45 dans les locaux d'un site partenaire.

La salle commune mise à disposition est transformée en salle de jeux "Lieu d'Accueil Ecoute Parents" adaptée au développement et aux besoins des jeunes enfants de moins de 6 ans.

L'équipe accueillante dispose d'un kit de jeux mobile qui permet de transformer rapidement une salle mise à disposition, en espace de jeu parents enfants, adaptée à l'éveil et l'écoute.

En 2021, 671 parents franciliens précaires et 995 enfants ont été accueillis par ce dispositif. En 2023, l'association devrait toucher a minima 1200 Franciliens précaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Localisation géographique :**

- LA COURNEUVE
- SAINT-DENIS
- LE BLANC-MESNIL
- BOBIGNY
- PANTIN
- ROSNY-SOUS-BOIS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (matériels, fluides et fournitures) - Fonctionnement	909,00	0,44%
Services extérieurs (locations, charges locative et de copropriété) - Fonctionnement	10 204,00	4,92%
Rémunérations du personnel (cotisations comprises) - Fonctionnement	169 464,00	81,63%
Personnel extérieur (intérim, intermédiaires et honoraires) - Fonctionnement	6 015,00	2,90%
Déplacements, missions et réceptions - Fonctionnement	1 875,00	0,90%
Charges de personnel - Fonctionnement	17 133,00	8,25%
Autres dépenses de fonctionnement	2 000,00	0,96%
Total	207 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	50 000,00	24,08%
Ministère (ARS)	40 000,00	19,27%
Organismes sociaux	107 600,00	51,83%
Aide privée (donateurs, fondations)	10 000,00	4,82%
Total	207 600,00	100,00%

## **Annexe 5 - Région Île-de-France amie des animaux - investissement**



**DOSSIER N° EX073358 - Animaux - Rénovation et extension d'un refuge animalier à Bures-sur-Yvette (91)**

**Dispositif** : Région Île-de-France amie des animaux de compagnie (Investissement) (n° 00001224)

**Délibération Cadre** : CP2020-281 du 01/07/2020

**Imputation budgétaire** : 904-424-20421-142003-300

Action : 14200303- Actions d'innovation sociale

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Région Île-de-France amie des animaux de compagnie (Investissement)	45 000,00 € TTC	11,11 %	5 000,00 €
Montant total de la subvention			5 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : PFDUA PROTECTION FELINE DES ULIS ET ALENTOURS  
Adresse administrative : 2 AV D ALSACE  
91940 LES ULIS  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Madame Marie-Claude FLEURIEL, Responsable administratif

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : rénovation et extension d'un refuge animalier

**Dates prévisionnelles** : 18 août 2022 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'urgence des besoins sociaux sur ce secteur justifie une prise en compte anticipée des dépenses.

**Description :**

Afin de finaliser la mise en service du refuge animalier de Bures-sur-Yvette, il est nécessaire de réaliser des travaux pour créer un nouveau local d'accueil pour les chats en complément de leur travail réalisé avec les familles d'accueil pour les chats.

La réalisation de ces travaux, à visée sanitaire, est indispensable pour augmenter le nombre de prise en charge d'animaux et renforcer la qualité d'accueil.

Ce refuge en Essonne revêt un caractère innovant par son rayonnement local de 15km autour des Ulis, soit près de 30 communes concernées.

Il complètera le dispositif d'accueil des animaux et des bénévoles et garantira une dignité de l'accueil.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de

cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Localisation géographique :**

- BURES-SUR-YVETTE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux - Investissement	45 000,00	100,00%
Total	45 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention demandée à la Région	5 000,00	11,11%
Subventions et aides publiques (plan de relance)	38 825,00	86,28%
Fonds propres	1 175,00	2,61%
Total	45 000,00	100,00%